



Action des Citoyens pour le
Désarmement Nucléaire (ACDN)
31, Rue du Cormier – 17100 - SAINTES
Tel : 06 73 50 76 61
contact@acdn.net <http://www.acdn.net>

Saintes, le 20 octobre 2015

D'après un sondage de l'IFOP

Trois Français sur quatre veulent abolir l'arme nucléaire

« Voulez-vous que la France négocie et ratifie avec l'ensemble des Etats concernés un traité d'interdiction et d'élimination complète des armes nucléaires, sous un contrôle mutuel et international strict et efficace ? »

Telle était la première des deux questions posées par l'IFOP dans un sondage effectué du 7 au 9 octobre 2015, à la demande de l'Action des Citoyens pour le Désarmement Nucléaire (ACDN), par questionnaire en ligne auto-administré. L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de 1000 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

A cette question, 74 % des sondés ont répondu OUI, 26 % NON, avec une marge d'incertitude de 2,8%.

C'est un désaveu clair et massif de la politique de la France, qui poursuit la modernisation de ses armes nucléaires et ne manifeste pas la moindre volonté d'en négocier l'élimination avec celle des autres. Si la question leur était posée aujourd'hui par référendum, les Français en exigeraient le renversement.

Mais les Français souhaitent-ils que la question leur soit posée ? C'était l'objet de la seconde question :

« Pensez-vous que vous apporteriez votre soutien à une proposition de loi organisant un référendum sur la question à laquelle vous venez de répondre ? »

A cette question impliquant une action personnelle, 27 % ont répondu « oui, certainement », et 47 % « oui, probablement ». Au total, là encore, OUI à 74%.

Sachant qu'une proposition de loi référendaire, pour être validée par le Conseil constitutionnel, doit avoir été présentée par au moins 20 % des parlementaires (soit 185 députés ou sénateurs sur 925) et avoir recueilli par voie électronique le soutien d'au moins 10 % des électeurs inscrits, on peut estimer au vu du présent sondage que cette seconde condition pourrait être aisément remplie.

La perspective d'un référendum donnant la parole au peuple français pour dire s'il veut que la France s'engage activement dans un processus d'abolition des armes nucléaires devient donc une réalité que les députés, les sénateurs, les futurs candidats à la présidentielle et aux législatives de 2017, la classe politique dans son ensemble et les représentants des médias vont devoir prendre au sérieux.

Dès cette semaine, la question fera partie des sujets abordés par les participants venus de toute la France aux [Rencontres pour un Monde Vivable Dénucléarisé du 23 au 25 octobre à Saintes](#), salle Saintonge, 11 Rue Fernand Chapsal.

Le vendredi 23 octobre à 17h, salle Saintonge, une conférence de presse à laquelle sont invités tous les journalistes de la presse et des médias sera tenue par le président d'ACDN, Jean-Marie Matagne (ex-candidat à l'élection présidentielle de 2002) et par Yannick Rousselet, porte-parole de Greenpeace chargé des questions nucléaires et de la campagne Energie/climat, en présence des représentants de nombreuses associations antinucléaires. Un scoop y sera donné.